

Prendre date

Je souhaite promouvoir ici une ligne politique de transformation sociale radicale, et le faire du point de vue citoyen. Il ne s'agit pas de renoncer à l'argumentation en raison mais d'échapper au carcan d'une neutralisation axiologique devenue l'asile de précieuses ridicules. De mon séjour dans le salariat capitaliste, je retiens ceci : modalités violentes, finalités ineptes. J'ai d'abord vu la partie émergée de l'iceberg depuis mon frêle esquif avant d'entrer dans des lectures marxistes, mais ma trajectoire est une preuve *a fortiori* : la majorité n'a pas eu les mêmes chances et n'a jamais placé les mêmes espoirs dans « le système ». Du point de vue des classes populaires, j'arrive en dernier, je fais partie des naïfs. Le monde social était donc violent ? Il l'est. Il n'est pas que cela, mais il l'est *essentiellement*. Aux inégalités politico-économiques, au sexisme et au racisme que l'on trouve en toute société, l'ère capitaliste ajoute la violence de classe généralisée, le colonialisme, la non-viabilité de son mode de production, et elle couronne le tout d'une épaisse couche de fausse conscience. Les choses empirent et ce constat est irréfragable. Il ne s'agit pas d'idéaliser le passé, mais si nous avons pu entrevoir certaines choses bonnes dans les communs, elles semblent désormais nous échapper : c'était un supplice de Tantale. À ce titre, la période 2020-2024 semble marquer une bascule : pandémie, inflation, franchissement de nouveaux seuils environnementaux, dividendes et cours boursiers atteignant des records, puis nettoyage ethnique de la Palestine, déferlement de droites dures aux États-Unis, en France – au mépris des urnes –, peut-être bientôt en Allemagne, etc. Les forces de rappel « démocratiques » n'agissent plus, les dominants font sécession partout, géographiquement et dans toutes les sphères de pratique. On m'objectera qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, mais la question « écologique » devient désormais décisive, la planète devient invivable *pour l'homme*. Comment se représenter la disparition de l'espèce humaine si nous retombons dans la préhistoire : pire qu'une extinction brutale et consciente, le passage par les stades d'une animalité à laquelle manque le développement gnoséologique donnant accès aux idées d'espèce et d'Histoire ?

Alain Deneault¹ et Frédéric Lordon nous invitent à penser cet *inouï*, c'est-à-dire à s'armer contre des événements dont l'Histoire ne donne pas d'exemple antérieur, et à en finir avec les fausses solutions, notamment celles *purement* électorales. Pour ces deux penseurs d'obédience spinoziste, la bonne manière de conjurer ces crises environnementales, géopolitiques et génériquement sociales qui nous foncent dessus, consiste à utiliser tous les moyens disponibles pour *figurer*² un but joyeux afin que le nombre s'en empare. Après eux, nous sommes invités à *proposer* – la négativité n'est plus de mise : les critiques ont été faites et refaites –, et à nommer l'alternative. Deneault nomme la sienne « écorégion » ; Alain Badiou, Bernard Friot³ et Frédéric Lordon⁴ proposent « communisme ». Les avantages de la première dénomination consistent en ceci qu'elle est une manière de revisiter l'écosocialisme, ensuite qu'elle est vierge du stigmate de l'Histoire, enfin qu'elle soulève un problème relatif à la taille moyenne des États bourgeois capitalistes. Son inconvénient réside en cela qu'elle est récupérable et susceptible d'être dévoyée. La seconde dénomination bénéficie d'un héritage marxiste plus étoffé mais également plus lourd à porter. Elle cingle. Mais n'avons nous pas besoin d'un point de ralliement clair, d'une ligne politique suffisamment intelligible pour produire les alliances et les clivages nécessaires ?

1 Faire que ! L'engagement politique à l'ère de l'inouï. Alain Deneault. Lux. Octobre 2024.

2 Figures du communisme. Frédéric Lordon, La Fabrique. Mars 2021.

3 Le communisme qui vient. Bernard Friot / Bernard Vasseur. La Dispute. Octobre 2024.

4 En travail. Conversation sur le communisme. Bernard Friot / Frédéric Lordon. La Dispute. Octobre 2021.

J'ai également choisi le terme de communisme pour désigner ma contribution⁵. À ceux que le nom rebute, il s'agit d'une redéfinition : la proposition est radicalement démocratique et les mécanismes par lesquels elle doit le rester sont explicités. Ou c'est une manière d'affirmer que si le communisme consiste en l'approfondissement de la démocratie et son extension à la sphère du travail et de la production, alors il n'a pour ainsi dire jamais existé. Je ne souhaite même pas me retrancher derrière les cas du Rojava, du Chiapas ou de la Catalogne en 1936 souvent mobilisés comme contre-exemples car les deux premiers n'ont pu se maintenir que parce qu'ils étaient situés dans des marges de souveraineté politique et productive, et le dernier parce qu'il est à la fois trop ancien et trop bref. Que l'URSS de Staline et la Chine de Mao n'aient pas été démocratiques nous dispense de les considérer comme communistes, même si nous sommes évidemment tenus de méditer les raisons de leur échec.

Mon travail propose une refonte institutionnelle radicale. Alors que je souhaite m'inscrire dans une filiation spinoziste, le but visé semble exiger le passage par un moment de convulsion révolutionnaire soit une crise politique profonde accompagnée d'un moment insurrectionnel. Or cette tradition ne saurait être dite révolutionnaire sans un forçage : le sage spinoziste porte ses idées d'organisation sociale au souverain et le prie d'en tenir compte en misant sur son intelligence. Afin d'être écouté, il ajuste sa proposition aux mœurs du temps. On devine aisément que, dans le meilleur des cas, le banquier d'affaire Macron calerait un vieux buffet bancal s'il recevait le descriptif d'institutions communistes abolissant la finance. Aussi est-on en droit de me demander à quel souverain je défère, et quelles autorités sociales me semblent devoir être préservées. Une conception à la fois élargie et dialectique de la souveraineté donne la solution de ce problème. D'abord à un souverain universitaire – plus spinoziste que marxiste d'ailleurs –, ensuite à l'opposition politique de gauche, enfin au souverain productif. Que faut-il entendre par là ? Ici non pas la classe capitaliste évidemment, mais la division du travail telle qu'héritée et qui s'impose à tous par son inertie. Cette proposition de révolution maintient chacun à sa place dans la division sociale du travail à l'instant initial. L'inverse de l'envoi des intellectuels aux champs. Une anti-bombe à neutrons qui balaye les institutions sans abîmer la matière humaine et ses *habitus*. Comment opère-t-elle ce double miracle de n'être pas une réforme tout en demeurant praticable pour le grand nombre ? En ne ciblant que ce qu'il y a de spécifique dans les institutions, en l'occurrence économiques, et doit y être *modifié*. Ce qui la distingue de ses sœurs, c'est l'ordre des transformations et les leviers utilisés plutôt que les buts politiques pratiques. Voici plutôt. Son cœur est une circulation monétaire, hétérodoxe et que je sais telle, mais qui conserve et même bonifie le rapport des agents économiques à l'argent. Elle a également la propriété de placer le souverain politique au-dessus de tout chantage à la dette – disons au passage que cela contraint la forme de la représentation, pour le meilleur. Le point décisif réside en ceci que placer le souverain démocratique en amont de l'avance monétaire et ne plus opérer cette dernière que par subventionnement, permet d'une part de garantir la continuité des circulations économiques à la bascule via une stabilité *globale* des prix, et d'autre part d'infléchir immédiatement ensuite la division du travail et ses finalités sociales.

Partant j'ai donné les éléments d'une circulation des moyens de production entre les producteurs et de la circulation symétrique – il s'agit tout de même de communisme. Enfin j'ai esquissé la forme d'une représentation politique, ainsi que d'autres institutions telles que police, justice, éducation, médias, etc. Il s'agit de grandes lignes très stylisées et que je soumets au débat avec toute la modestie requise, c'est-à-dire comme série d'exemples sous-déterminés, venant à la rencontre d'autres propositions plus qualifiées mais aussi plus spécialisées. C'est le point de vue d'un citoyen qui croit à ce paradoxe par lequel subordonner l'expertise à la démocratie et non l'inverse permet que la décision collective la plus sage l'emporte.

⁵ Proposition institutionnelle communiste, c'est-à-dire absolument démocratique. Vincent Pinel. L'Harmattan. Juillet 2021.